

Les avatars des économies de marché The Ups and Downs of Market Economies

André Joyal

Volume 12, Number 4, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701275ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701275ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Joyal, A. (1981). Les avatars des économies de marché. *Études internationales*, 12(4), 717–732. <https://doi.org/10.7202/701275ar>

Article abstract

The difficulties experienced by the Western economies since the middle seventies have given rise to considerable debate among economists. Some, referring to structural changes in the way the economy functions, have no hesitation in speaking of an economic crisis, while others, less pessimistic, consider that the present economic problems are due to the concordance of particular circumstances. The latter, evidently, belong to the dominant current of thought. Within this group we find some old ideas being put forward once more, challenging the various means of State intervention to regulate the economy.

The relevance of treating the present situation as one of economic crisis is dealt with here in the light of four inter-related factors : the fall in labor productivity, the slowdown of the impact of technology, fordism, and the profitability of capital. A reconsideration of traditional economic policies brings out the need to accept the requirements of slower economic growth. Many persons have already adopted their consumer behavior to this new situation.

LES AVATARS DES ÉCONOMIES DE MARCHÉ

André JOYAL*

ABSTRACT — The Ups and Downs of Market Economies

The difficulties experienced by the Western economies since the middle seventies have given rise to considerable debate among economists. Some, referring to structural changes in the way the economy functions, have no hesitation in speaking of an economic crisis, while others, less pessimistic, consider that the present economic problems are due to the concordance of particular circumstances. The latter, evidently, belong to the dominant current of thought. Within this group we find some old ideas being put forward once more, challenging the various means of State intervention to regulate the economy.

The relevance of treating the present situation as one of economic crisis is dealt with here in the light of four inter-related factors: the fall in labor productivity, the slow-down of the impact of technology, fordism, and the profitability of capital. A reconsideration of traditional economic policies brings out the need to accept the requirements of slower economic growth. Many persons have already adopted their consumer behavior to this new situation.

Les difficultés économiques qui affectent les économies de marché occidentales depuis le milieu des années soixante-dix ont fait ressurgir l'expression « crise économique ». Évidemment, même si on ne voit pas de commune mesure avec la gravité de la crise des années trente, la situation de l'emploi et des prix soulève de nombreuses interrogations. La croissance économique telle que définie par l'évolution de la production domestique brute connaît une forte diminution. Elle tombe de 40 à 50% durant la dernière décennie par rapport à la précédente pour des pays comme les États-Unis, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, la Suède et la Grande-Bretagne¹. Cette situation est bien connue mais justifie-t-elle que l'on parle de crise économique avec toute la portée alarmiste que recouvre cette expression ?

Comme on le devine bien, si l'usage du mot crise se retrouve abondamment sous la plume d'économistes marxistes il en va autrement de la part de ceux qui appartiennent à l'école dominante (c.g. néo-classique). Il n'en demeure pas moins que le sérieux des difficultés économiques incite davantage d'auteurs appartenant à ce dernier courant de pensée à ne pas hésiter à parler de crise économique. Par

* *Professeur d'économie à l'Université du Québec à Trois-Rivières. L'auteur tient à remercier son collègue Bernard Vermot-Desroches et le Dr. Mokhtar Amami pour leurs commentaires et suggestions suite à la lecture d'une première version du texte, ils sont, bien sûr, dégagés de toute responsabilité quant aux insuffisances de la version finale.*

1. Rapport annuel de la Banque Mondiale et FMI *Statistiques Internationales Financières*.

Revue Études internationales, volume XII, n° 4, décembre 1981.

exemple, les auteurs du rapport « Interfuturs » s'interrogent sur l'existence d'une crise interne pouvant s'étendre sur une longue période. On précise qu'en utilisant le mot crise on réfère à un phénomène qui affecte profondément le fonctionnement d'un système économique². On fait donc une distinction avec une récession attribuée à des mouvements cycliques auxquels les économies de marché sont familières. Aux États-Unis comme au Canada, en dehors d'une catégorie restreinte d'économistes, qui s'identifient comme étant soit institutionnalistes ou radicaux, il s'en trouve très peu pour affirmer que l'économie des grandes puissances industrielles connaît une crise véritable. En fait, Robert Heilbroner fait bande à part, parmi les économistes américains identifiés à l'école néo-classique, lorsqu'il écrit que la croissance qui fut celle des économies de marché de 1950 à 1970 est révolue et que le tournant observé à la fin de 1973 constitue le début d'une crise véritable³.

Si effectivement une crise économique s'associe à un tournant, c'est à quelques années plus tôt qu'il faudrait se reporter. Nombreux sont ceux qui situent le tournant un peu avant la fin des années soixante. Pour N. Kaldor: « ... but from about 1968 things began to change »⁴.

En France, la littérature sur la crise devient avec les ans de plus en plus imposante à la faveur de contributions d'économistes que l'on peut qualifier, à défaut de mieux, de néo-marxistes. Au mot tournant on préfère celui de rupture. Il y a crise lorsque l'on assiste à une rupture exceptionnelle par rapport à une tendance moyenne⁵.

On traverserait donc actuellement une crise puisque l'on ne retrouve plus les performances économiques auxquelles les années d'après-guerre nous avaient habitués. On verra pourquoi selon la majorité des économistes néo-classiques un tel pessimisme n'est pas partagé. Après quoi en traitant des problèmes liés à la productivité et à la rentabilité du capital on touchera à des facteurs fréquemment associés aux diverses interprétations justifiant l'existence d'une crise.

1 - LE POINT DE VUE DOMINANT

À la fin des années 1960, aux États-Unis en particulier, l'occurrence d'une situation inflationniste soutenue a soulevé dans les milieux spécialisés une polémique entre les économistes demeurant fidèles à la pensée keynésienne et les monétaristes. Ces derniers s'opposent aux politiques keynésiennes qui mettent l'accent sur le contrôle de la demande pour favoriser à la place une stimulation de l'offre par la libéralisation des mécanismes du marché (on réhabilite ainsi la fameuse loi des débouchés de Jean-Baptiste Say). Ceci étant, la pensée de Keynes est toujours bien présente. Ce qui se trouve en commun chez les uns et les autres

2. OCDE., Paris, 1979, p. 186.

3. *Behind Boom and Crash*, Norton, 1978, pp. 12-13.

4. « Inflation and Recession in the World Economy », *Economic Journal*, décembre 1976, p. 703.

5. J.H. LORENZI, O. PASTRÉ, J. TOLEDANO, *La crise du XX^e siècle*, Economica 1980. Ces auteurs en situant dans le sillage tracé par M. AGLIETTA, *Régulation et crise du capitalisme*. Calman-Levy 1976 attribuent la rupture aux évolutions simultanées de l'accumulation et de la répartition. Voir également l'ouvrage collectif, *Rupture d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978; R. BOYER, *La crise actuelle: une mise en perspective historique*, CEPREMAP, Paris, 1979; A. GRANOU, Y. BAROU, B. BILLAUDOT, *Croissance et Crise*, Paris, Maspéro 1979.

économistes néo-classiques, c'est la conviction que les difficultés des dernières années ne sont pas dues à des changements fondamentaux dans le fonctionnement des économies de marché. Il faut plutôt y voir un ensemble de circonstances particulières dont la simultanéité a fait que les économies occidentales se sont retrouvées dans des conditions dont la précarité n'a pas eu d'égal depuis la guerre.

A — Un concours de circonstances

Le rapport McCracken constitue un bon exemple d'interprétation s'appuyant sur des facteurs tout à fait particuliers en laissant croire qu'ils ne se répéteront pas. La stagflation survenue en 1974 et 1975 s'explique par: l'expansion monétaire favorisée par la disparition des taux de change fixes; les mauvaises récoltes de 1972 en URSS en particulier; la surchauffe survenue simultanément en Occident en 1972-1973 conduisant à des difficultés d'approvisionnement en matières premières; l'augmentation généralisée des dépenses publiques suscitée par la crainte d'une aggravation du chômage (la lutte à l'inflation ne faisant pas l'objet d'une priorité); l'évolution de la structure de la main-d'oeuvre (les jeunes et les femmes venant en plus grand nombre sur le marché du travail); la générosité des allocations de chômage conduisant à un chômage volontaire; et l'augmentation du prix du pétrole.

Ainsi, affirme-t-on: « L'évolution récente s'explique pour l'essentiel par la conjonction exceptionnelle dans le temps d'une série d'événements malheureux qui ne se répétera sans doute pas à la même échelle et dont l'effet s'est trouvé amplifié par certaines erreurs de politiques économiques qui auraient pu être évitées »⁶. On repousse donc l'opinion voulant que les difficultés économiques soient attribuées à un vice fondamental des économies de marché et de leurs institutions démocratiques. On insiste sur la nécessité de promouvoir des politiques de régulation de la demande de concert avec d'autres interventions ayant une portée dans le court terme. On fait donc peu de place aux éléments structureaux qui, par définition, requièrent des interventions dont les effets ne peuvent que se répercuter qu'en moyenne ou longue période. Une des tâches des gouvernements consiste à favoriser parmi les agents économiques un climat de confiance. Au Québec, le professeur Pierre Fortin est, hors de tout doute, le plus fidèle représentant de ceux qui, à l'instar des rédacteurs du rapport McCracken, se situent dans le sillage de Keynes.

Dans un ouvrage fort intéressant, abondamment assorti de données statistiques pertinentes, on trouve un tableau détaillé de l'histoire récente du chômage et de l'inflation à la fois au Québec et au Canada assorti de plusieurs rapprochements avec la situation prévalant aux États-Unis. Alors que dans l'étude de l'OCDE on persiste à voir dans l'évolution démesurée de la demande une des principales causes de l'inflation, Fortin attire l'attention sur l'évolution des coûts. En référant à son tour aux pénuries alimentaires, aux prix des matières premières, au quadruplement du prix du pétrole, il ajoute l'augmentation des salaires qui effectivement a été de beaucoup plus élevée au Canada qu'aux États-Unis. La fameuse courbe de Phillips utilisée pour représenter la relation existant entre le chômage et l'inflation n'aurait perdu de son utilité que pour la période où des circonstances particulières se sont manifestées: « Ce sont ces facteurs qui ont engendré la stagflation et qui ont à

6. Rapport McCracken, *Pour le plein emploi et la stabilité des prix*, OCDE, 1977.

quelques reprises relégué dans l'ombre la relation de Phillips⁷ ». Comme on le fait maintenant aux États-Unis depuis quelques années, il reconnaît qu'une partie importante du taux de chômage n'a rien à voir avec l'évolution conjoncturelle qui a toujours marqué les économies de marché. Il existe un chômage structurel contre lequel les politiques de régulation de la demande demeurent sans influence. Le marchandage entre l'inflation et le chômage existe toujours mais les enchères sont plus élevées. Fortin à l'instar des économistes conservateurs américains ne voit pas là un symptôme de crise. Le chômage naturel s'explique par, l'arrivée sur le marché du travail des jeunes du « baby boom » d'après-guerre, la hausse du taux d'activité des femmes, les générosités du régime d'assurance retraite et le niveau élevé du salaire minimum. Assez curieusement Fortin fait allusion à l'énigme du faible taux de chômage en Europe comme s'il ignorait que les travailleurs immigrés qui doivent retourner dans leur pays d'origine, suite à des mises à pied massives, ne font évidemment plus partie de la main-d'oeuvre active. Enfin, pour ce qui regarde le chômage au Québec son évolution ne peut, pour Fortin, s'associer à une situation de crise économique.

En ce qui regarde l'inflation, curieusement, sa position se trouve plus nuancée. Après avoir relevé des facteurs particuliers au Québec (salaires, productivité) il revient sur les facteurs déjà vus, généralement évoqués pour expliquer l'inflation contemporaine et pour faire comprendre que le phénomène n'a rien de permanent. Or, on ne peut manquer d'être surpris, lorsque sans avertissement Fortin fait allusion à des éléments structurels pouvant agir sur l'évolution des prix et indirectement sur l'emploi. « Si l'inflation est une maladie sociale il faudra s'y attaquer au niveau socio-politique qu'il s'agisse de cartels internationaux ou de groupes organisés purement québécois. La seule solution de rechange réside dans un chômage élevé et persistant⁸ ». Alors sans faire de sémantique pourquoi ne pas reconnaître que le fonctionnement de l'économie, ne présente plus la même stabilité qu'autre fois et que les difficultés qui le caractérisent vérifient l'existence d'une crise économique ?

B — La régulation de l'offre

Depuis la fin des années 1970 la presse économique américaine présente régulièrement le point de vue de représentants de la pensée conservatrice s'identifiant sous l'étiquette de « supply-siders ». Il s'agit d'économistes qui rejettent le paradigme keynésien voulant que par la régulation de la demande le gouvernement se trouve en mesure de favoriser l'équilibre économique. Pour eux ce sont les différentes formes que prend l'action gouvernementale qui constituent la cause première de la stagflation. La situation qui prévaut en particulier aux États-Unis, ne serait pas suffisamment sérieuse pour que l'on parle de crise économique, mais elle pourrait le devenir: « Serious economic crises can result only from governmental or private interference with the free market⁹ ». L'appellation qui les identifie s'expli-

7. *Chômage, inflation et régulation de la conjoncture au Québec*, Institut de recherches C.D. Howe, Montréal 1980.

8. *Op. cit.*, p. 87.

9. « A Guide to Understanding The Supply-Siders », *Business Week*, 22 décembre 1980.

que par le fait qu'il faudrait réhabiliter le dogme des économistes classiques pour qui l'offre servait de pierre angulaire à leur construction théorique. Or, on sait qu'au tournant du siècle dernier Léon Walras, à la tête des premiers néo-classiques, a écrit que la consommation est le fait principal et l'offre le fait accessoire. Mais il faudra attendre Keynes qui, réhabilitant certains mercantilistes de façon non équivoque, recommandera de stimuler la demande afin d'influencer la production en réponse au problème du sous-emploi.

Comme en économie de marché les moyens pour le gouvernement de stimuler l'offre sont par nature limités, c'est précisément en se retirant de la sphère des activités économiques qu'il permettra à l'offre de s'accroître. De cette façon tout en répondant au problème du chômage il serait possible d'élever l'offre au niveau de la demande limitant ainsi les pressions inflationnistes. Cette stimulation pourra se faire en accordant tout simplement les coudées franches aux entreprises. Ce qui implique une diminution du fardeau fiscal, le retrait de nombreuses réglementations qui détournent les fonds normalement destinés aux investissements productifs tout en alourdissant le processus décisionnel. Comme on voit dans les dépenses gouvernementales et dans l'émission monétaire les deux causes fondamentales de l'inflation, c'est en réduisant les premières et en contrôlant strictement la seconde que l'inflation sera vaincue. On a confiance qu'à long terme le chômage qui devra en résulter trouvera une solution dans la ressurgence ainsi suscitée dans le secteur privé. Évidemment, en demandant que le gouvernement limite ses dépenses ce sont de nombreux programmes gouvernementaux que l'on vise. Entre autres, on vise l'inefficacité des mesures pour venir en aide aux entreprises en difficulté ou pour assister les minorités défavorisées. On préfère laisser jouer les lois du marché. Concernant les allocations sociales on retrouve des positions qui rappellent celles de Ricardo et de Malthus qui ont conduit à l'abrogation de la loi des pauvres en Angleterre en 1834.

Il ne suffit donc que de redécouvrir les principes énoncés par les économistes classiques pour qu'il n'y ait pas lieu de croire en la persistance de crises économiques. Or, le système capitaliste a bien évolué depuis 100 ans. Si certaines de ses lois se vérifient toujours il ne manque pas de changements majeurs suffisamment importants – le pouvoir des firmes transnationales ou les conditions de travail par exemple – pour croire que ce qui était bon autrefois peut ne pas l'être aujourd'hui.

Le principal reproche qu'on peut adresser à ces économistes est soit d'accepter les inégalités comme étant inévitables ou de croire qu'il n'est pas possible d'améliorer les modes d'intervention gouvernementale. Quant à la protection de l'environnement et aux conséquences d'une croissance aveugle, pour eux les priorités sont autres.

Cette critique vaut également pour les disciples de Keynes qui refusent de voir que les conditions déterminant l'évolution de l'économie ne sont plus les mêmes¹⁰.

10. La très intéressante conférence de Tibor Scitovsky donnée à l'occasion de la réunion annuelle de l'American Economic Association à Atlanta en décembre 1979 et reproduite dans *les chroniques d'actualité de la S.E.D.E.I.S.* du 15 novembre 1980 sous le titre « Le Capitalisme peut-il survivre »? Le professeur Scitovsky démontre que les économies de marché ne présentent plus la flexibilité qui les caractérisait autrefois, les acheteurs et les vendeurs étant moins sensibles aux signaux du marché.

Les uns comme les autres refusent d'admettre que le choc pétrolier plutôt que d'être l'une des causes importantes des difficultés récentes n'a été en fait qu'un élément détonateur d'une situation qui démontrait des signes évidents de faiblesse depuis quelques années. Les études sérieuses attestant ce fait sont nombreuses, à titre d'illustration mentionnons celle du C.E.P.I.I. d'après laquelle ce serait une erreur d'imputer l'origine de la crise mondiale au problème de l'énergie puisque son antériorité pour l'ensemble des produits manufacturiers remonte à la fin des années soixante où l'on peut voir un net décalage dès 1970 et 1971 par rapport aux années antérieures, la reprise de 1972-1973 étant insuffisante pour retrouver la tendance de la décennie précédente¹¹.

Pour comprendre la nature véritable des problèmes actuels et surtout pour ne pas se faire d'illusion sur la portée des mesures à adopter, qu'elles soient d'inspiration keynésienne ou prékeynésienne, il est nécessaire d'aborder certaines des causes mises en évidence pour expliquer l'existence d'une crise économique. Si les écrits se font de plus en plus nombreux sur le sujet on doit reconnaître qu'il n'y a pas vraiment de théorie de la crise économique contemporaine, celle-ci demeure toujours à faire. Même si les disciples de Marx prédisent depuis sa mort la venue de crises de plus en plus importantes ce ne sont pas les versions habituelles de la théorie de la baisse tendancielle des taux de profits qui apportent l'éclairage souhaité.

En abordant dans la prochaine section certains aspects liés à la productivité et aux rendements du capital, on touche à des aspects reliés les uns aux autres. S'ils peuvent se concevoir à la fois comme des symptômes ou des facteurs de crise économique, ils soulèvent encore trop d'interrogations pour, cependant, pouvoir trancher.

II – L'EFFET DES FACTEURS ENDOGÈNES

Sur la crise actuelle on connaît beaucoup d'interprétations dont la plupart, malgré leur intérêt prêté le flanc à la critique. Les causes de la diminution de l'efficacité des économies industrielles sont multiples. Il est difficile de les isoler puisqu'en fait on se trouve en présence de phénomènes interdépendants. En les faisant ressortir l'intérêt consiste à montrer de quelle manière ont évolué des facteurs exerçant une influence déterminante sur les performances de l'économie. À défaut d'obtenir des précisions claires et définitives sur les causes du ralentissement de la croissance économique on obtient à tout le moins un éclairage conduisant à la formulation d'un meilleur diagnostic.

A — La baisse de la productivité du travail

Les études traitant du problème de la productivité se multiplient. Ceci tient manifestement à l'existence d'un malaise. Les résultats de différents travaux ne sont pas toujours faciles à interpréter. Suivant la définition du taux de productivité retenu, les données statistiques utilisées et les périodes servant de découpage à ces

11. G. LAFAY, « La mutation de la demande mondiale », *Économie prospective internationale*, no 1, janvier 1980, pp. 14-15

résultats pourront varier quelque peu. La baisse dans les taux de croissance de la productivité de travail¹² se trouve parfois associée aux causes de la crise alors qu'elle apparaît pour d'autres une conséquence de la crise. En fait, personne n'est vraiment certain puisqu'il y a unanimité pour reconnaître la nécessité de poursuivre les recherches en vue de mieux cerner tout ce qui peut déterminer l'évolution de la productivité¹³.

On sait que l'on ne peut pas toujours faire un lien direct entre la baisse de la productivité du travail et les performances d'un secteur d'activité. Une substitution du travail au capital peut toujours se présenter en l'occurrence d'un surplus de main-d'œuvre. Néanmoins, en vue de mieux comprendre l'évolution des économies industrielles telle qu'elle se présente depuis quelques années, on ne peut passer à côté de la problématique liée à la productivité. Aux États-Unis, où la baisse de la productivité est la plus aiguë, on y voit une des causes de l'inflation actuelle. Edward F. Denison a abondamment étudié ce problème en particulier pour ce qui regarde les États-Unis en faisant des rapprochements avec d'autres puissances économiques. Autant en ce qui regarde la production intérieure brute par employé et la production par heure dans le secteur manufacturier, il ne fait pas ressortir de grandes différences entre les périodes s'écoulant entre 1950-1973 et 1960-1973 pour le Canada et les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. C'est par la suite que tout se gâte. Dans le secteur manufacturier, mis à part l'Allemagne et la France où l'on n'accuse qu'une baisse légère, tous les autres pays sont affligés d'une diminution drastique de leur taux de croissance de la productivité. Parmi les différentes causes avancées pour chercher à fournir une explication, les plus importantes sont : la diminution des dépenses en recherche et développement, l'épuisement technologique, l'évolution de la structure de la main-d'œuvre, les exigences bureaucratiques, la diminution de l'ardeur au travail, l'évolution de l'entrepreneuriat, la hausse des coûts de l'énergie, la tertiarisation de l'économie et les insuffisances statistiques. Si effectivement pour Denison certaines réglementations gouvernementales compromettent les investissements, aucune des causes mentionnées n'aurait un effet déterminant. Ce qui exige la poursuite des recherches¹⁴.

Une étude de l'OCDE fait le rapprochement entre la période allant de 1963 à 1973 et celle s'écoulant entre 1973 et 1977. On montre que l'ensemble de l'économie des sept principales puissances industrielles affiche une baisse très nette de l'évolution de la productivité. On révèle que contrairement à la croyance populaire, la tertiarisation de l'économie n'offre pas une explication de cette baisse et que c'est à l'intérieur de chacun des secteurs d'activité qu'il faut en rechercher les causes¹⁵. Par ailleurs une étude récente limitée à six pays européens révèle que les taux de productivité, mis à part ceux de l'Italie et la France, ont progressé entre

12. Pour des raisons de commodité la plupart des études, à la productivité du capital ou globale retiennent le rapport entre la valeur ajoutée et le nombre d'heures-homme.

13. Au Québec à l'automne 1979, à cet effet, on créait l'Institut national de la productivité tandis qu'aux États-Unis on assiste à la formation d'un « Panel to Review Productivity Statistics ».

14. » Exploration on Declining Productivity Growth », *Survey of Current Business*, août 79, tiré de *Accounting for Slower Economic Growth*, Brookings Institution Washington, 1979.

15. *Perspectives économiques*, OCDE, juillet 1979.

1968 et 1973 par rapport à la période couvrant les années 1961 et 1967. Après quoi la chute est évidemment brutale. Pour les auteurs de cette étude la baisse de la productivité pour ces pays – les États-Unis constituant un cas à part – n'est pas antérieure à la crise, elle est plutôt engendrée par la crise¹⁶.

On voit que les idées sur la question sont loin d'être fixées. Chose certaine on ne peut attribuer la baisse de la productivité des dernières années à la récession de 1974-75, pour employer le langage des milieux officiels. Il est bien connu qu'en présence d'une récession la productivité du travail connaît une baisse due à la résistance des employeurs à se départir d'une main-d'oeuvre expérimentée. On veut éviter de faire face à l'obligation de former de nouveaux travailleurs lorsque la reprise justifiera l'embauche d'effectifs supplémentaires. Ce comportement implique donc une baisse de la productivité liée à des facteurs purement conjoncturels. Aux études déjà mentionnées, qui infirment cette vision des choses s'ajoute celle effectuée par le Ministère des Finances du Canada qui révèle que pour la période 1974-1978 la baisse générale de la productivité au Canada s'explique en partie par le déclin de la productivité dans le secteur du pétrole et du gaz et par le ralentissement de l'intensité capitalistique dans plusieurs secteurs d'activité. À l'instar de Denison, si on est incertain des effets des réglementations touchant la protection de l'environnement on considère comme négligeable l'influence de l'évolution de la structure de la main-d'oeuvre et du développement du tertiaire¹⁷. Ces résultats se rapprochent de ceux que révèle le 17^e rapport du Conseil économique du Canada pour lequel l'évolution de la conjoncture, l'accumulation du capital, les changements dans la structure de la population active et les changements techniques n'expliquent qu'environ le tiers de la baisse enregistrée¹⁸.

De ces études, sélectionnées parmi une multitude, on peut dégager que l'on se trouve en présence d'un problème d'une grande complexité sur lequel on obtiendra des éclaircissements qu'à la faveur de la poursuite des recherches. Parmi les autres éléments structuraux utilisés pour démontrer (ou pour tenter de la faire) l'existence d'une crise on en retiendra deux qui ne sont pas étrangers aux facteurs considérés dans les études sur le problème de la productivité, l'épuisement technologique et le comportement des travailleurs.

B — L'équipement technologique

Alors que l'on parle beaucoup des possibilités que fait miroiter ce que l'on appelle la troisième révolution industrielle en référant aux ressources infinies que présente l'électronique, il peut paraître contradictoire de soulever la question d'un ralentissement dans les retombées des innovations technologiques. Et pourtant les inquiétudes ne manquent pas de pertinence. Il y a maintenant quelques années que le nom de l'économiste russe N. Kondratieff a refait surface¹⁹. On sait que l'on associe son nom aux cycles longs qui caractériseraient l'évolution de l'économie de

16. R. BOYER et P. PETIT, *Emploi et productivité dans six pays de la C.E.E.*, CEPREMAP no. 7923, 1979.

17. *Changements récents dans le profil de la croissance de la productivité au Canada*, Ministère des Finances, Ottawa 1980.

18. *Un climat d'incertitude*, Dix-septième exposé annuel, Ottawa 1980.

19. « The Long Waves in Economic Life », *Lloyds Bank Review*, July 1978, no. 129, pp. 41 à 60

marché. Avant que l'économiste ne tombe dans l'oubli à l'intérieur de l'un des goulags staliniens il a entretenu sur la question un intéressant débat avec L. Trotsky qui évidemment n'admettait pas qu'à la faveur d'un retour du cycle le système capitaliste pouvait retrouver une vigueur nouvelle.

L'évocation du nom de Kondratieff suscite presque inévitablement celui de Joseph Schumpeter qui a repris les données de l'économiste russe en cherchant à les interpréter. Ce qui l'a amené à avancer que les cycles longs de hausse trouvent leur explication dans la diffusion d'innovations²⁰. Ainsi l'arrivée de la machine à vapeur, du chemin de fer, de l'électricité comme, plus près de nous, la voiture et l'avion à réaction, ont été des facteurs d'entraînement de l'économie. On ne retrouverait plus avec ce début des années 1960 d'éléments moteurs équivalents. Les industries de pointe des années d'après-guerre ont atteint un niveau de maturité qui font d'elles des activités de remplacement ne répondant pas à des besoins nouveaux ou n'offrant pas de possibilités équivalentes aux grandes innovations donnant lieu à ce qu'Ernest Mandel appelle des ondes longues²¹ susceptibles d'engendrer un nombre illimité d'activités. Ici, comme on le fait pour tenter d'expliquer la baisse de la productivité, on réfère à la diminution des efforts de recherche et développement. Or, il n'est pas du tout certain que des efforts supplémentaires susciteraient des innovations spectaculaires. Ne parle-t-on pas de rendements décroissants dans les retombées de la recherche? Des efforts toujours plus grands sont requis pour atteindre l'équivalent de ce qu'autrefois (dans le secteur de la pétrochimie par exemple) on atteignait avec des sommes moindres. L'incertitude face aux résultats aléatoires de la recherche fait hors de tout doute hésiter à entreprendre d'onéreux efforts en recherche et développement. On est sûrement conscient de ce qu'affirme Lester Thurow pour qui la recherche et le développement ne conduit pas inéluctablement au progrès technique. Il en veut pour preuve la situation des États-Unis où, depuis 1940, davantage de dépenses dans le domaine de la recherche n'ont pas suscité de résultats spectaculaires. Pourquoi? On ne peut avancer aucune réponse²². On comprendra que si les produits mis sur le marché ne font que remplacer ceux existant déjà (c'est ce cas pour les appareils électro-ménagers) on atteint rapidement un niveau de saturation dans les dépenses de consommation pour les produits issus de ce que l'on appelle les secteurs moteurs de l'économie. Quand bien même, conformément à la théorie du revenu permanent de Milton Friedman, que tôt ou tard les gens dépensent la plus grande partie de leur revenu, si les surplus de dépenses sont affectés au secteur des services, on conçoit aisément que les effets d'entraînement se trouvent diminués. On fait face à la terrible contradiction impliquant qu'il faudrait que les produits d'utilisation courante (voitures, appareils ménagers) aient une durée de vie limitée afin d'accélérer leur remplacement permettant le maintien de l'emploi. Lorsque l'on passe à une économie de services les innovations se font plus rares.

20. M. LUTFALLA, « Retour à Kondratieff », *Chroniques d'actualité de la S.E.D.E.I.S.* no. 19, 15 nov. 1977; G. REY, « Innovations et cycle de Kondratieff », *Chroniques d'actualité de la S.E.D.E.I.S.*, no. 8, 15 avril 1979.

21. *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, 10/18, 1978.

22. *U.S. Long Term Economic Growth Prospects: Entering a New Era*, Joint Economic Committee Congress of the United States, Washington 1978, p. 99.

Cependant, le secteur des services évolue à la faveur de la révolution électronique au point que l'on peut y voir le prolongement du secteur de la transformation. On a souvent tendance à considérer, à la manière des classiques, que le tertiaire n'existe qu'à la faveur des surplus dégagés par les deux autres grands secteurs de l'économie. Or, il faut reconnaître que, par exemple, les services de l'informatique offerts aux entreprises ont une incidence directe sur la production. La frontière entre le secondaire et le tertiaire s'avère de moins en moins étanche. Le rôle que joue déjà l'électronique dans l'un et l'autre des deux secteurs peut-il favoriser une croissance nouvelle donnant lieu à un cycle long de prospérité? Si l'on se fie à la situation qui prévaut aux États-Unis rien ne semble concluant. Le secteur comprenant les composants électroniques, l'informatique et les télécommunications tels qu'ils évoluent présentement n'offrent pas les caractéristiques de ce que l'on appelle généralement un secteur moteur. Pour l'année 1978 en donnant emploi à 6.6% des effectifs oeuvrant au sein du secteur manufacturier, l'électronique ne fait qu'égaliser à ce chapitre le secteur de la première transformation des métaux. Les emplois créés ne font que compenser les pertes occasionnées à l'intérieur du secteur. Pour ce qui est de la part de la valeur ajoutée elle demeure la même depuis 1970²³.

Reste à savoir, si comme on l'affirme souvent, les inévitables progrès et leurs applications susciteront un bouleversement des techniques de production. On pense à la robotique qui dans les entreprises de fabrication accroît considérablement la productivité du travail. Il en va de même pour les applications de l'informatique dans les banques, dans les centres de distribution, les institutions hospitalières etc. Reprendra-t-on le vieux débat sur les conséquences de l'adoption des machines sur l'emploi? Il apparaît évident, comme c'était vrai à l'occasion de la première révolution industrielle, que l'on se trouvera en présence d'un surplus de main-d'oeuvre. Henry Ford est parvenu à donner une impulsion à l'économie américaine en concevant un système de production permettant de vendre ses voitures à ses ouvriers. Comme on ne peut vendre à des robots faudra-t-il miser sur les allocations de chômage pour stimuler la demande? C'est ce qui fait douter des possibilités de l'électronique d'agir comme un facteur d'entraînement déterminant. Du moins, dans un premier temps (qui peut durer combien de temps?) l'électronique apparaît comme un facteur de déstabilisation des formes d'organisation antérieures²⁴. En conséquence le cycle Kondratieff de baisse, dont l'amorce remonte à la fin des années soixante, pourra bien se poursuivre pour encore plusieurs années.

C — Le fordisme

Plusieurs auteurs français associent la baisse de l'efficacité de l'économie à l'organisation de la production. En reprenant l'expression utilisée par Gramsci pour caractériser le système mis au point par Henry Ford pour ses usines d'assemblage, on veut montrer qu'aujourd'hui l'organisation de la production et le mode de vie qu'il implique, renferment les conditions d'une baisse des performances de l'ensemble du système économique. Le fordisme désigne: « ... l'ensemble des transforma-

23. « États-Unis: croissance, crise et changement technique dans une économie tertiaire », *Économie prospective internationale*, no. 2, avril 1980.

24. *Économie prospective internationale*, no. 3, op. cit.

tions par lesquelles les conditions d'existence des travailleurs salariés, leurs conditions de travail et de vie sont soumises à la logique du capital²⁵ ». Alors que, pour Michel Aglietta, le fordisme se définit comme l'ensemble des normes qui a réglé la généralisation du salariat dans les sociétés occidentales depuis 50 ans. Il consiste en la mise en pratique des principes du taylorisme et à la généralisation de la logique du machinisme dans les modes de consommation²⁶. Vu ainsi, le fordisme ne se rapporte pas uniquement à un type d'organisation du travail orienté vers la production de masse puisqu'il sert à caractériser ce que l'on a pris l'habitude de désigner comme étant la société de consommation. Son implication dans la crise se décèle précisément comme il a déjà été mentionné par un ralentissement dans la croissance de la consommation de biens de production en partie attribuée à la diminution d'innovations à effets d'entraînement; aux hésitations des investisseurs face aux choix à long terme; aux gains engendrés par les travailleurs dus à un meilleur pouvoir de marchandage dans le partage des marges; à la baisse de la progression de la productivité du travail non étrangère à cette meilleure capacité de résistance de la part des travailleurs qui se reflète, entre autres, par l'accroissement du taux d'absentéisme.

Ces deux derniers facteurs ne sont pas étrangers à ce que l'on désigne comme étant un phénomène de déprolétarianisation auquel on est mis en présence depuis quelques années. Tant que les entreprises ont pu bénéficier d'un important réservoir de main-d'oeuvre à la faveur de l'exode rural, il leur était facile d'imposer leurs diktat autant en ce qui concerne les salaires que les conditions de travail. Quand le revenu familial dépendait uniquement de l'emploi de celui qui avait la charge de soutien de famille la capacité de résistance face aux diverses conditions de travail ne pouvait vraiment se manifester. Cette dépendance à l'égard d'un seul emploi, depuis la venue des femmes sur le marché du travail, a considérablement diminué ces dernières années. De même, la diversification de la main-d'oeuvre et la force accrue du syndicalisme dans certains secteurs d'activité font, que malgré l'existence d'un taux de chômage élevé, une couche importante de travailleurs ne se sent pas menacée de perdre leur emploi, ce qui maintient leur capacité revendicative. De toute façon, advenant le pire, c'est-à-dire la perte d'un emploi, en vertu d'une plus grande socialisation des économies modernes, les travailleurs peuvent trouver des compensations. L'ensemble des interventions sociales qu'elles soient directes ou sous la forme de programmes sociaux de différentes natures contribue à fournir une proportion importante des revenus allant aux travailleurs. Ce degré de moindre dépendance fait dire aux économistes conservateurs américains que, d'une certaine façon, l'on retrouve le chômage volontaire tel qu'identifié par les économistes classiques. Ce qui conduit à considérer comme normal un taux de chômage de 5%. Effectivement, aux États-Unis l'évolution dans les comportements se vérifie en prenant le taux d'abandon d'emploi durant une année. On serait porté à croire qu'en période de sous-emploi les travailleurs, faute de choix, se satisfont de l'emploi qu'ils ont la chance de conserver pour attendre une amélioration de la conjoncture avant d'opter en faveur d'un autre choix. Il n'en est plus ainsi. Au début des années

25. A. GRANOU, Y. BAROU, B. BILLAUDOT, *op. cit.* 184.

26. *Ruptures... op. cit.*

1960, alors que le taux de chômage se situait autour de 3%, on observait des taux d'abandon variant entre 1 et 2%. Entre 1975 et 1978, bien que le taux de chômage a oscillé entre 5% et 7.5% on enregistre des taux d'abandon équivalents à ceux d'il y a 15 ans²⁷. Ce qui, pour employer la terminologie marxiste, correspond à une diminution de l'importance de l'armée de réserve. Dans ces conditions on comprend l'importance grandissante des pressions qui ont conduit à l'adoption de mesures comme « l'Occupational Health and Safety Act of 1970 ». Les travailleurs acceptent de moins en moins de gagner leur vie en compromettant leur santé. Si leurs aînés le faisaient, faute de pouvoir faire autrement, il n'en va plus ainsi maintenant. Bien sûr les effets se font sentir sur l'évolution de la croissance économique telle que définie traditionnellement. Il faudra apprendre à composer avec la nouvelle croissance économique.

D — La baisse de la rentabilité du capital

L'explication de la crise à l'aide d'une soi-disant baisse de l'efficacité du capital conduisant à une baisse des profits soulève et soulèvera encore longtemps la polémique. Marx, en se situant dans le sillon tracé par Smith et Ricardo fit de la baisse tendancielle des taux de profits l'une de ses lois les plus célèbres. Le système capitaliste suite à la concentration du capital — à la faveur de l'augmentation de la composition organique du capital — devrait connaître une diminution des profits causée par l'augmentation des coûts et la surproduction. Les crises devant se succéder jusqu'à l'effondrement du système.

Ces dernières années, autant chez les économistes traditionnels que marxistes on s'est intéressé à l'évolution des profits, afin de déceler, si, effectivement, on se trouve en présence d'une baisse tendancielle et suivant le cas qu'elle en serait la cause déterminante. On comprend que le résultat de telles recherches dépend directement à la fois des concepts ou définitions utilisés et de la fiabilité des données disponibles. Il faut donc être très prudent dans l'interprétation.

L'inflation de la dernière décennie complique considérablement l'évaluation des profits enregistrés par les entreprises. Si bien que l'on va jusqu'à affirmer que les méthodes traditionnellement utilisées ne donnent pas une vue exacte de la réalité et qu'il faut totalement reconsidérer les approches comptables de façon à mieux saisir la réalité²⁸. On estime qu'en 1978, aux États-Unis, un tiers des gains rapportés par les entreprises est illusoire. Les \$77.4 milliards enregistrés par les entreprises non financières indiquant une performance 2.5 fois supérieure à celle de 1965 ne seraient que fiction compte tenu que ces données ne renferment pas le coût plus élevé impliqué par le renouvellement des inventaires. De même les frais alloués à la dépréciation sont basés sur des coûts historiques qui s'éloignent de la valeur véritable des coûts d'équipements utilisés. Après avoir ajusté les chiffres officiels publiés par le Département du Commerce c'est à \$59.6 milliards que s'établit le profit après les taxes en 1978 et en les évaluant en dollars de 1972 ils tombent à \$32

27. *Economic Report of the President*, Washington 1979.

28. Voir deux articles révélateurs: « The Profit Illusion », *Business Week*, 19 mars 1979 et « Unraveling the Mysteries of Corporate Profits », *Fortune*, 27 août 1979. Voir également une des recommandations du 16^e rapport du Conseil économique du Canada.

milliards en comparaison avec les \$51.5 milliards de 1965²⁹. Les méthodes d'évaluation traditionnelles semblent influencer certains économistes radicaux américains qui soutiennent, contrairement à d'autres économistes de la même école, qu'il n'existe pas de baisse tendancielle des taux de profits aux États-Unis³⁰.

C'est pour attirer l'attention sur la nécessité de reconsidérer les méthodes d'évaluation des profits qu'il y a quelques années des chercheurs du Brookings Institution ont entrepris les recherches qui depuis servent à alimenter les débats sur la question. Dans un premier temps W.D. Nordhaus, en considérant les années d'après-guerre, démontre une baisse des taux de rendement du capital qu'il attribue à l'accroissement des investissements à haute intensité du capital durant les années soixante³¹. Ces résultats convergent avec ceux que révèlent une étude sur les difficultés du mécanisme de stabilisation économique aux États-Unis. Il en ressort qu'il existe un trend décroissant de la rentabilité du capital depuis 1945 avec des exceptions en 1960 et 1966. Depuis la deuxième moitié des années soixante le taux de profit n'aurait cessé de décroître³². Le travail de Nordhaus a suscité la réplique de deux économistes oeuvrant également pour le Brookings Institution.

En bénéficiant de meilleures données, M. Feldstein et L. Summers ont entrepris de vérifier le degré de signification de la différence observée entre les résultats récents et ceux des décennies antérieures. Tout en reconnaissant que l'année 1970 semble marquer le début d'une période de faibles rendements, ils considèrent que rien ne laisse voir qu'il s'agit là d'un mouvement qui se poursuivra sur une longue période. Le déclin observé leur apparaît exceptionnel dû possiblement au programme de contrôle des prix et des salaires et à l'inflation engendrée par l'accroissement du prix du pétrole³³. On reconnaît ici les arguments traditionnels propres au courant de pensée dominant. Ces derniers ne sont évidemment pas retenus par Tom Weisskopf, représentant de l'école radicale américaine, qui à son tour cherche à percer le mystère de la baisse des taux de profits.

En prenant la période couvrant le 4^e quart de 1949 au 1^{er} quart de 1975, il trouve que les taux de profits, après avoir atteint un sommet en 1966, tombent de façon significative par la suite. Ce qui lui permet d'affirmer que la théorie marxiste sur la baisse tendancielle des taux de profits se vérifie pour l'économie américaine

29. *Fortune*, *op. cit.*

30. E.K. HUNT et H.S. SHERMAN, *Economics and Introduction to Traditional and Radical View*, 3^e éd. Harper and Row, 1978, p. 421. Ils font ressortir les chiffres présentés par le *Quarterly Financial Reports of All Manufacturing Corporations* montrant que les taux de profits « on stock Holder equity » en 1974 sont plus élevés qu'ils ne l'étaient en 1965. Or, dans ce document officiel on trouve une mise en garde sur l'interprétation de ces données compte tenu qu'elles émanent d'une évaluation traditionnelle des profits. Ce qui explique qu'en prenant un autre indicateur de performance comme le profit par dollar de vente, les chiffres du Q.F.R.M.C. ne présentent pas de différence entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1960, alors qu'avec une nouvelle approche les entreprises du secteur manufacturier n'ont rapporté que 5.4¢ par dollar de vente en 1978 par rapport à 6.6¢ en 1965. *Business Week*, *op. cit.*

31. « The Falling Share of Profits », *Brookings Papers on Economic Activity*, no 7, 1974, pp. 119-208.

32. M. FOUET, « Le dérèglement des mécanismes conjoncturels », *Statistiques et études financières*, no. 23, 1976, pp. 22-49.

33. « Is the Rate of Profit Falling? », *Brookings Papers on Economic Activity*, no. 1, 1977, pp. 211-228.

d'après-guerre. Des différentes variantes qui caractérisent la théorie marxiste des crises, il retient celle qui se rapporte à la plus grande résistance des travailleurs qui aurait permis d'accroître leur part du surplus³⁴.

Des résultats similaires sont signalés pour l'économie française où dans les années soixante l'on observe une baisse de la rentabilité du capital que l'on associe à une diminution de la productivité suite à une accumulation du capital et à une évolution du partage salaires-profits au bénéfice des travailleurs. Les comptes de Nation font voir un déclin évident, de 1971 à 1975, de la rentabilité du capital des entreprises non financières ainsi que de la part de la rémunération nette du capital dans la production intérieure brute³⁵.

Enfin, pour nuancer à nouveau ou pour montrer que le débat est loin d'être clos, on ne peut ignorer l'étude publiée par l'OCDE en vue précisément d'apporter des éclaircissements sur les concepts et les approches servant à évaluer les profits et les taux de rendement. En portant sur dix économies industrielles, l'étude révèle que chacune présente un trend décroissant de leurs taux de rendement du capital pour la période s'écoulant entre 1958 et 1978. Cependant, en observant une amélioration pour les États-Unis et le Japon en fin de période, l'auteur dégage qu'il est trop tôt pour conclure que l'on se trouve en présence d'une véritable baisse tendancielle³⁶. La prise en compte des effets de la nouvelle récession qui a marqué l'économie américaine au début de l'année 1980 compenserait sûrement une partie de la remontée de 1976.

Toutefois, il n'en demeure pas moins qu'il est manifestement difficile de reconnaître avec certitude l'existence d'une crise ayant pour origine une diminution de l'efficacité du capital. Encore une fois on doit peut-être y voir davantage une conséquence du ralentissement de l'économie. Il n'en demeure pas moins qu'en l'absence d'un stimulant nouveau (innovation technologique de tout premier ordre conduisant à une modification radicale du processus de production) la rentabilité du capital n'offrira pas pour les années à venir des taux analogues à ceux des meilleures années des économies de marché.

III – CONCLUSION

Au lieu de s'en prendre aux seules politiques de stabilisation économique d'inspiration keynésienne en faisant ressortir les faiblesses des fondements théoriques sur lesquels elles reposent, il est de beaucoup préférable de reconnaître les changements dans le fonctionnement de l'économie. Les choses se présentant différemment, il faut donc concevoir des modes d'intervention nouveaux. La référence à l'univers harmonieux où l'offre crée sa propre demande, évitant par le fait même l'occurrence de crises économiques, n'est pas la solution. C'est une chose de reconnaître les défauts ou les contradictions de certaines interventions gouvernementales, cela en est une autre de soutenir que la solution aux malaises économi-

34. « Marxian Crisis Theory and the Rate of Profit in the Post-war U.S. Economy », *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 3, no. 4, dec. 1979, pp. 341-348.

35. R. BOYER, *La crise actuelle : une mise en perspective historique*, op. cit.

36. R.T. HILL, *Profits et taux de rendement*, OCDE, 1979.

ques de notre temps se trouve dans une plus grande libéralisation du mécanisme économique. En France où la reconnaissance d'une crise économique ne pose aucune difficulté, on est à la recherche déjà depuis quelques années de sorties de crise. L'expression redéploiement industriel imputée à Valéry Giscard d'Estaing a suscité sous son mandat davantage d'écrits que de réalisations concrètes. Cette situation s'explique en partie du moins, par le fait que, là aussi, sous la direction du premier ministre Raymond Barre, la stratégie s'appuyait sur la libéralisation des échanges et des prix. On a fait comme si les remèdes aux difficultés consistaient à laisser dépérir des pans entiers de l'économie (les secteurs traditionnels) avec l'espoir d'une réorientation de l'économie vers des secteurs d'activité plus prometteurs. Comme chez les classiques qui semblaient soutenir que les rééquilibres se faisaient spontanément, le temps étant exclu de leur analyse, on a fait confiance à la mobilité des capitaux comme à celle de la main-d'oeuvre. Pendant ce temps, les faits ont toujours révélé une situation marquée par la stagflation.

L'exemple japonais, où l'on a fait du redéploiement industriel avant la lettre, révèle qu'il est possible de réorienter des secteurs complets de l'économie par une concertation entre les milieux d'affaires et gouvernementaux. On insiste peut-être trop sur les capacités d'innovations des entreprises japonaises sans reconnaître le rôle occupé par l'État dans la coordination de l'économie. Faut-il croire que seuls les Japonais sont en mesure de mettre de l'avant une stratégie industrielle tout en préservant le caractère décentralisé de leur économie? Même si l'internationalisation grandissante du capital limite la marge de manoeuvre des gouvernements, il ne manque pas de possibilités d'interventions susceptibles d'orienter certains secteurs d'activité autrement que par des interventions ponctuelles n'ayant de portée que dans le court terme. Mais encore là il ne faut pas s'illusionner sur les retombées des stratégies industrielles. Le Japon tire son épingle du jeu en profitant de l'inertie de ses partenaires économiques. Est-on assuré que le principe voulant que l'intérêt particulier contribue à l'intérêt général, s'applique au niveau des puissances économiques?

Parmi les explications apportées pour chercher à comprendre le problème de l'inflation contemporaine, il en est une dont le sérieux ne peut être mis en doute: il s'agit de celle qui réfère à la limitation des ressources. Les besoins grandissants des économies industrielles conduisent à une concurrence pour l'appropriation des matières premières et des produits alimentaires dont la plupart – en dépit des fluctuations des prix liés à des effets de conjoncture – ne peuvent à long terme qu'exiger des prix toujours plus élevés. On parle ainsi d'inflation globale. En l'absence de progrès techniques spectaculaires ou de découvertes importantes de nouvelles sources d'énergie ou de matières premières tout ne peut que coûter plus cher. Les marges de rentabilité étant compromises on ne peut qu'enregistrer des effets négatifs sur les investissements. La croissance économique se voit donc ralentie, durée excédant la période normale d'une récession. Il faudra composer avec les exigences d'une croissance économique plus faible que ce à quoi nous avaient habitués les deux décennies d'après-guerre.

On en voit une manifestation aux États-Unis où une tendance vers une plus grande auto-suffisance se manifeste chez les individus. Le phénomène grandissant du « faites-le vous-même » s'il s'associe à un besoin d'affirmation ou d'épanouisse-

ment des individus n'est pas étranger à l'augmentation du coût de la vie. Dans leur recherche des causes des difficultés économiques des sociétés industrielles les rédacteurs du rapport « Interfuturs » traitent d'évolution des valeurs sans pouvoir trancher si l'on est en présence d'une cause, d'une diminution de la croissance ou d'une conséquence de celle-ci. On fait allusion aux valeurs post-matérialistes qui tendraient à se développer à la faveur d'une plus grande conscientisation sur les aspects qualitatifs de la vie. En réaction à l'égard des excès de la société de consommation un nombre grandissant d'individus adopterait de nouveaux schèmes de consommation leur permettant de subvenir à leurs besoins avec de moindres revenus. Ce comportement a été identifié aux États-Unis par une étude du Stanford Research Institute d'après laquelle environ cinq millions d'Américains ont adopté un style de vie correspondant à ce que l'on qualifie de simplicité absolue. On estime que ce nombre passera de 25 millions en 1987 à 60 millions en l'an 2000³⁷.

À ces nouveaux comportements s'associent la formation de « sociétés organiques » faisant partie d'un « troisième secteur » appelé aussi « secteur informel »³⁸. Il s'agit d'initiatives collectives s'intercalant entre le secteur privé et administratif en vue de répondre à des besoins que ces deux derniers ne permettent pas de satisfaire adéquatement. On y voit encore une fois cette recherche d'une plus grande auto-suffisance de la part d'individus qui en mettant en commun leurs ressources et leurs aptitudes parviennent à solutionner des problèmes qui autrement demeureraient sans réponse. L'auto-suffisance conduit à une consommation moindre, la demande effective si chère à Keynes ou à Malthus s'en trouve affectée. On pave ainsi la voie à une croissance économique différente rendant caduque le débat sur l'existence ou non d'une crise économique.

37. C. HENDERSON, « Le phénomène de la frugalité », *Futuribles*, janvier 1980, pp. 5-18. Voir également D. ELGIN, *Voluntary Simplicity*, New York, William Morrow and Co. inc. 1981.

38. J. GESHUNY, « L'économie informelle », *Futuribles*, no 24, juin 1979.